

ACTUALITE REGIONALE

Situation des cas de COVID-19 en Afrique de l'Ouest

[D'après l'OMS, en Afrique de l'Ouest, y compris la Mauritanie, on enregistre 164 964 cas confirmés](#), dont 26 050 cas actifs et 2 522 décès, à la date du 27 août 2020. Les pays les plus touchés dans la région sont le Nigéria avec 53 317 cas, le Ghana avec 43 841 cas et la Côte d'Ivoire avec 17 702 cas. Toutefois, en termes de cas actifs, sont en tête le Nigéria (11 580), le Sénégal (4 043) et la Gambie (2012).

Pays	Cas totaux	Cas actifs	Décès
Bénin	2 145	367	40
Burkina Faso	1 352	239	55
Cap Vert	3 699	912	38
Côte d'Ivoire	17 702	1 448	115
Gambie	2 743	2 012	93
Ghana	43 841	1 325	270
Guinée	9 213	975	58
Guinée Bissau	2 149	1 012	
Libéria	1 290	389	82
Mali	2 730	550	126
Mauritanie	6 977	463	158
Niger	1 173	20	69
Nigéria	53 317	11 580	1 011
Sénégal	13 294	4 043	277
Sierra Leone	2 013	362	70
Togo	1 326	353	27
Afrique de l'Ouest	164 964	26 050	2 522
Afrique	1 027 662	181 666	21 235

Le Dr Akinwumi Adesina, réélu à l'unanimité à la présidence du groupe de la BAfD

Le Dr Akinwumi Adesina a été réélu pour un second mandat de 5 ans à la présidence du groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), le 27 août 2020. Ancien ministre nigérian de l'Agriculture, le Dr Adesina débutera son nouveau mandat le 1^{er} septembre 2020. Son 1^{er} mandat était axé sur un programme audacieux reposant sur 5 priorités de développement connues sous l'appellation « High 5 » : éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; nourrir l'Afrique ; industrialiser l'Afrique ; intégrer l'Afrique ; et améliorer la qualité de vie des populations africaines. Ce qui aurait permis à la BAfD d'impacter la vie de 335 M d'Africains. Le Conseil des gouverneurs de la BAfD a également approuvé une augmentation de 125% du capital général de la Banque, le faisant passer de 93 Mds USD à 208 Mds USD, soit l'augmentation la plus importante jamais enregistrée dans son histoire.

Moody's maintient les notes de la Côte d'Ivoire et du Sénégal à « Ba3 », avec une perspective stable pour le premier et une perspective négative pour le second

L'agence de notation Moody's avait mis sous observation les notations souveraines de la [Côte d'Ivoire](#) et du [Sénégal](#), à la suite de leur participation à l'initiative de suspension du service de la dette du G20/Club de Paris (ISSD). En effet, l'agence estime que la participation des deux pays à l'ISSD augmente le risque de perte des créanciers, bien que les deux pays aient expressément affirmé qu'ils n'étendraient pas l'initiative aux créanciers privés. Les notes des deux pays (à savoir « Ba3 ») ont été maintenues à l'issue de la revue ; toutefois, la perspective de la note du Sénégal est passée de « stable » à « négative » tandis que celle de la Côte d'Ivoire est demeurée à « stable ». Concernant l'abaissement de la perspective pour le Sénégal, l'agence estime que le choc de la COVID-19 exacerbera la tendance à la hausse du fardeau de la dette sur l'économie du pays qui devrait atteindre environ 65% du PIB en 2021 contre 56% en 2019 et 325% des revenus contre 280% en 2019.

Le Cap-Vert et la Sierra Leone bénéficient de l'initiative de suspension du service de la dette

Les représentants des pays créanciers du Club de Paris ont accepté d'accorder au [Cap-Vert](#) et à la [Sierra Leone](#) une suspension du service de la dette pour une durée déterminée, du 1^{er} mai au 31 décembre 2020. Les deux pays se sont ainsi engagés à consacrer les ressources libérées par cette initiative à l'augmentation des dépenses dédiées à atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19. Le Cap-Vert et la Sierra Leone deviennent ainsi respectivement les 8^{ème} et 9^{ème} pays d'Afrique de l'Ouest à bénéficier de l'Initiative de suspension du service de la dette G20/Club de Paris (ISSD). Par ailleurs, [le Vice-premier ministre](#)

[et ministre des Finances du Cap-Vert, a déclaré que l'ISSD est une bonne mesure à court terme mais souhaite la conversion de la dette extérieure publique du Cap-Vert en investissements.](#) Aussi, le Président Macky Sall, invité d'honneur de l'université d'été du Medef à Paris, a appelé, lors de son [discours](#), les partenaires au développement à faire davantage en ce qui concerne l'allègement de la dette des pays africains.

La BAfD accorde 60 M EUR au Bénin, au Togo et à la Guinée pour lutter contre la COVID-19

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a accordé, le 24 juillet, une aide de 60,3 M EUR au Bénin \(6,3 M EUR\), au Togo \(24,6 M EUR\) et à la Guinée \(29,4 M EUR\),](#) destinée au financement du programme multi-pays d'appui à la réponse à la pandémie de COVID-19 (PARCOVID-19). Ces financements sous forme d'appuis budgétaires en réponse à la crise de la COVID-19 sont constitués de prêts et de dons. Les mesures soutenues par le PARCOVID-19 seront mises en œuvre sur la période 2020-2021 et contribueront au renforcement de la capacité de dépistage, à l'amélioration de la couverture nationale en structures d'isolation des malades et à l'atténuation des effets socioéconomiques de la crise sanitaire.

La BEI et Afreximbank affectent 300 M EUR pour soutenir la réponse à la COVID-19 en Afrique

[La Banque européenne d'investissement \(BEI\) et la Banque africaine d'import-export \(Afreximbank\) affecteront 300 M EUR de financements pour favoriser la résilience et le redressement des pays africains face à la pandémie de COVID-19.](#) Au moins un quart des fonds sera réservé à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets, contribuant ainsi à ce que l'Afrique tire le meilleur parti des possibilités d'une reprise verte. Une partie des fonds servira également à faciliter les échanges commerciaux transfrontaliers de fournitures et équipements médicaux essentiels pour ralentir la diffusion de la COVID-19.

Deux projets approuvés par le Fonds vert pour le climat au Sénégal et en Côte d'Ivoire

[Le Conseil du Fonds vert pour le climat \(FVC\) a approuvé, le 21 août, le financement de 15 projets, dont un en Côte d'Ivoire et un autre au Sénégal.](#) Le financement accordé à la Côte d'Ivoire, d'un montant de 10 M USD, servira au projet Promire (Promouvoir une production de cacao sans déforestation pour réduire les émissions en Côte d'Ivoire) qui vise à instaurer des pratiques agroforestières émettant peu de carbone sur près de 3 650 hectares. Au Sénégal, le projet d'électrification rurale solaire, qui vise à alimenter 1000 villages en électricité indépendamment du réseau électrique national, a obtenu un financement de 88,9 M USD. Par ailleurs, La Banque Agricole (LBA), basée au Sénégal, a obtenu son accréditation par le FVC, lui permettant ainsi de proposer et mettre en œuvre des projets climatiques financés par le Fonds.

Garantie unique pour le transit de marchandises sur le corridor Togo-Burkina à partir du 1^{er} octobre

Après l'application effective de la garantie unique entre les douanes du Burkina et de la Côte d'Ivoire en 2015, 1^{ère} du genre dans l'espace CEDEAO, puis entre le Burkina et le Ghana en 2019, [c'est au tour de la garantie unique sur le corridor Togo-Burkina de connaître une application effective.](#) La déclaration unique permet de conduire la marchandise du port jusqu'à destination avec une seule perception à un taux de 0,5% de sa valeur CAF depuis le départ au port, si la marchandise en transit vient de l'Europe ou de l'Asie, et de 0,25% à partir des frontières burkinabè, pour les marchandises achetées au Togo, au Ghana ou en Côte d'Ivoire.

BENIN

L'AFD alloue 58 M EUR à l'amélioration de la résilience au changement climatique de 4 villes

[Le gouvernement béninois mettra en place, grâce à un prêt de 58 M EUR de l'Agence française de développement \(AFD\), le Programme d'appui des villes au changement climatique \(Pavicc\),](#) qui permettra d'accroître la résilience au changement climatique de 4 villes, à savoir Cotonou, Sèmè-Kpodji, Comé et Bohicon. Il permettra à terme une meilleure gestion des eaux pluviales et une meilleure urbanisation. Le programme qui sera mis en œuvre par le ministère du Cadre de vie et du Développement est scindé en quatre composantes : (i) mise en place de 48 km de caniveaux et de collecteurs d'eau ainsi que le pavage de 19,3 km de voie ; (ii) planification urbaine ; (iii) au renforcement des capacités locales et (iv) sensibilisation des municipalités et des populations. Il s'étendra jusqu'en 2023 et impactera directement 120 K habitants des différentes villes concernées.

Création d'une école de la fibre

A l'issue de sa réunion hebdomadaire du 19 août 2020, le conseil des ministres a autorisé [la mise en œuvre d'un projet de création d'une école spécialisée dans les métiers relatifs à la fibre optique au Bénin](#). La décision fait suite aux recommandations du conseil des ministres du 24 décembre 2019 ; ce projet confié à Sofrecom bénéficie d'un financement du Trésor français [FASEP](#).

BURKINA FASO

2^{ème} Compact signé avec le MCC pour améliorer le secteur de l'électricité

Le Millennium Challenge Corporation (MCC) du gouvernement américain et le gouvernement burkinabé ont signé, le 13 août à Washington, [un 2nd Compact d'un montant de 450 M USD, auquel s'ajoute 50 M USD de l'Etat burkinabé](#). L'investissement combiné de 500 M USD bénéficiera à 8 M de personnes au Burkina Faso, grâce au renforcement des réglementations et des institutions, à l'amélioration des infrastructures énergétiques, à l'augmentation de la capacité de production et à la diversification des sources. Il permettra également un meilleur accès à l'électricité pour les citoyens des 2 plus grandes villes du pays (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso). Pour rappel, le premier Compact achevé en 2014, a consisté en un investissement de 480 M USD dans l'agriculture, le foncier, la gestion de l'eau, les routes et l'éducation des filles.

CAP VERT

La Banque mondiale accorde un prêt de 25 M USD pour améliorer la gestion des entreprises publiques

[La Banque mondiale a accordé un second prêt, de 25 M USD, au Cap-Vert pour soutenir les réformes de gestion des entreprises publiques](#), après un premier de 40 M USD accordé en 2019. Cette opération vise à réduire les risques budgétaires des entreprises publiques en améliorant la qualité des services délivrés et à renforcer la responsabilité et l'efficacité de la gestion financière.

20% des entreprises ont suspendu leur activité au cours du premier trimestre 2020

Selon une [étude](#) de l'Institut national de la Statistique, 20% des entreprises ont suspendu leurs activités au cours du premier trimestre 2020, en raison de la pandémie de COVID-19. Le tourisme a été le secteur le plus touché, avec 83% des entreprises temporairement fermées. Environ 68% des entreprises interrogées ont déclaré que la pandémie avait entraîné une réduction de leur chiffre d'affaires, dont 25% une réduction de plus de 75%, et 42% ont assuré que la pandémie avait entraîné une réduction de leur masse salariale.

COTE D'IVOIRE

Création de l'organisation régionale « Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana »

[La création de l'organisation régionale dénommée « Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana » a été annoncée au du Conseil des ministres du 19 août](#). L'organisation aura pour missions de coordonner les institutions et les politiques cacaoyères des deux pays afin de promouvoir leurs intérêts collectifs sur le marché international et dans les forums internationaux. L'accord signé prévoit la mise en œuvre de mesures déjà annoncées ou appliquées telles que l'annonce simultanée du prix au producteur le 1^{er} octobre de chaque année ; le renforcement de la collaboration entre instituts de recherche ; ou encore la collaboration dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants et le travail forcé dans le secteur du cacao. Pour rappel, la Côte d'Ivoire (avec plus de 2 Mt en moyenne ces dernières années) et le Ghana (900 Kt) représentent à eux seuls près de 2/3 de la production mondiale de cacao. En juillet 2019, leur coopération leur a permis d'introduire un mécanisme de compensation, intitulé « différentiel de revenu décent » (DRD), qui se matérialise par une prime de 400 USD sur le prix d'achat du cacao à verser aux producteurs si les cours baissent.

La production de cajou estimée à plus de 900 Kt en 2020

Alors que la campagne 2020 de commercialisation de l'anacarde a ouvert officiellement le 6 février avec des prévisions de production de 800 Kt de noix brutes de cajou, [celle-ci s'élèverait plutôt 902 Kt selon les informations divulguées par le Conseil des ministres du 19 août](#). Cette bonne performance s'expliquerait

notamment par une meilleure maîtrise des fuites par les frontières terrestres (conséquence de la fermeture des frontières avec les pays voisins au début de la pandémie de COVID-19), de meilleures conditions agronomiques, la mise en œuvre efficace d'un nouveau système de suivi statistique et des nouvelles mesures proposées pour l'enlèvement des produits aux mains des producteurs. Au 10 août 2020, les achats cumulés ont totalisé 740,7 Kt, dont 620 Kt ont déjà été déchargées dans les magasins des exportateurs et 91,2 t dans les usines de transformation locale. L'objectif fixé en début de campagne est de transformer au moins 100 Kt en Côte d'Ivoire en 2020. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le 1^{er} producteur mondial de noix de cajou.

Le prix d'achat du coton fixé à 300 FCFA/kg pour la campagne 2020-2021, après une production record de 490 Kt en 2019-2020

[La production ivoirienne de coton graine a enregistré un nouveau record, progressant de 469 Kt en 2018-19 à 490,4 Kt en 2019-20 \(+4,5%\)](#). La superficie cultivée a augmenté de 14% (408 448 ha) et le nombre de cotonculteurs de 12% (103 336). Selon le communiqué du Conseil des ministres du 19 août, ces chiffres permettent à la Côte d'Ivoire de maintenir sa position de 3^{ème} pays africain producteur de coton, derrière le Bénin et le Mali. A l'occasion de cette annonce, le gouvernement a indiqué que le prix d'achat du coton de 1^{er} choix serait fixé à 300 FCFA (0,46 EUR) par kg pour la prochaine campagne 2020-2021, au même niveau que lors de la précédente. Le prix du coton de 2^{ème} choix est fixé à 275 FCFA (0,42 EUR)/kg.

200 K EUR de la France au Programme d'appui au cycle électoral (PACE) du PNUD

Le 4 août 2020, en présence du Président de la Commission électorale indépendante (CEI), l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Côte d'Ivoire ont signé [un accord actant la contribution de la France au Programme d'appui au cycle électoral \(PACE\) du PNUD pour un montant de 200 000 EUR](#). Ce financement sera dédié au renforcement des capacités, notamment l'appui à la compilation, la transmission et la publication des résultats du scrutin.

GUINEE

80 M USD de la Banque mondiale pour soutenir la reprise économique après la COVID-19

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, le 30 juillet, [l'octroi d'une aide budgétaire de 80 M USD par l'Association internationale de développement \(IDA\)](#) pour aider la Guinée à préparer la reprise économique après la crise liée à la pandémie de COVID-19. Ce soutien appuiera le gouvernement dans le renforcement des capacités du secteur de la santé, en facilitant notamment l'accès au matériel médical. Ce financement servira aussi à alléger les contraintes de liquidités des ménages et des entreprises vulnérables, tout en soutenant l'inclusion financière, par le biais de subventions, de reports de factures d'électricité et d'eau et de mesures d'allégement fiscal. Un appui visant à renforcer la gestion des finances publiques des ressources consacrées à la crise de la COVID-19 et la transparence de la dette est également prévu.

La Guinée lance un programme de transferts monétaires en faveur des populations vulnérables

Le gouvernement guinéen, à travers l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES), a lancé [le 13 août un programme de transferts monétaires en faveur des populations en situation de pauvreté](#). L'opération concerne 240 K ménages au total, soit 1,5 M de Guinéens. Les versements débiteront à Conakry en faveur de plus de 17 K ménages. Pendant la 1^{ère} phase de six mois, chaque ménage recevra mensuellement 250 K GNF (22 EUR). Les versements seront ensuite étendus dans 9 autres préfectures pilotes (Kindia, Forécariah, Gaoual, Dabola, Kouroussa, Kérouané, Mamou, Tougué et Beyla). Le processus d'identification des ayants droit a été réalisé avec l'appui de la Banque mondiale, principal partenaire financier de la Guinée pour ce projet ([à hauteur de 70 M USD, approuvé en mai 2020](#)). La société française de biométrie IDEMIA a procédé à l'enrôlement biométrique des personnes identifiées. Pour la ville de Conakry, les offres de YUP (Société Générale) et d'Ecobank ont été retenues pour la réalisation des transferts monétaires, et l'opérateur téléphonique MTN a mis à disposition de chaque ménage une carte SIM pour recevoir ces transferts. Le choix des opérateurs (transferts monétaires et téléphonie) devant conduire la campagne à l'intérieur du pays devrait être annoncé prochainement.

Le chinois WIETC sélectionné pour assurer la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport international de Conakry

Après la conclusion, le 3 février 2020, d'un nouveau contrat confiant une concession de 25 ans à la Société de gestion de l'aéroport de Conakry, ce consortium composé d'Aéroports de Paris (Groupe ADP), du fonds Africa50 et de l'État guinéen, a sélectionné en juillet [l'entreprise chinoise WIETC pour assurer les travaux de modernisation et d'extension de l'aéroport international](#). Le chantier, d'un montant total de 120 M EUR, ne sera toutefois définitivement attribué qu'après de nouveaux éclairages techniques. Les travaux devraient durer deux ans. WIETC était en concurrence avec l'entreprise française Sogea-Satom (groupe Vinci) et l'entreprise turque Summa. Pour rappel, ce projet vise à doubler les capacités actuelles de l'aéroport pour les porter à un million de passagers par an d'ici 2031.

Création d'un comité unique de suivi du développement des quatre blocs de fer de Simandou

[Le ministre guinéen des Mines et de la géologie a créé, le 9 juillet, un comité unique de suivi du développement des blocs I à IV des gisements de fer à haute teneur du Mont Simandou](#), fusionnant ainsi les 2 comités préexistants, un en charge du suivi des blocs I et II, et l'autre des blocs III et IV d'autre part. La création de cette nouvelle structure vise à doter l'Etat d'un meilleur contrôle sur l'avancement des projets portés par les multinationales positionnées sur l'exploitation de ces gisements. En outre, l'Etat guinéen a obtenu du consortium SMB, exploitant des blocs I et II, que la ligne de chemin de fer que ce dernier construira pourra servir à d'autres exploitants, notamment Rio Tinto et Chinalco, positionnés sur les blocs III et IV.

LIBERIA

La CBL maintient son taux directeur à 25%

[Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Libéria \(CBL\), lors de sa séance du 19 août 2020, a décidé de maintenir son taux directeur à 25%](#), sur la base d'une inflation projetée à environ 17% pour le 3^{ème} trimestre de 2020. L'économie libérienne devrait enregistrer une récession de 2,5% en 2020, reflétant une activité modérée dans les secteurs secondaire et tertiaire, malgré les prévisions d'une amélioration économique modeste au dernier trimestre de l'année. A fin juin 2020, l'inflation a ralenti à 18%, une réduction de 5,7 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

MALI

Sanctions et négociations entre la CEDEAO et la junte militaire après le coup d'Etat

Le coup d'Etat militaire survenu le 18 août 2020 a conduit à la démission du Président malien Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et de son gouvernement. En réaction, les chefs d'État de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont annoncé, [le 20 août, la fermeture des frontières des États membres de l'organisation avec le Mali et l'arrêt de tous les flux financiers et commerciaux, sauf ceux concernés les produits de première nécessité ou de lutte contre la COVID-19](#). Après une suspension de son activité pendant 3 jours, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a rouvert ses trois agences dans le pays, à Bamako, Mopti et Sikasso. Depuis le 25 août, les sanctions sont légèrement assouplies, les transactions bancaires nationales étant rendues possibles. En revanche, les transactions internationales restent suspendues. Les négociations entre la junte au pouvoir et les émissaires de la CEDEAO se sont achevées le 24 août sans accord sur la transition.

L'inflation du mois juillet à +0,6% en glissement annuel

Selon l'institut national de la statistique malien, [le taux d'inflation en juillet 2020 s'est établi à +0,6% en glissement annuel \(g.a.\)](#). Cette légère hausse est tirée notamment par l'augmentation des services relatifs à la santé (+6,4% en g.a.), à l'hôtellerie et la restauration (+3,4% en g.a.) et à l'enseignement (+3,3% en g.a.). On note également une augmentation des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (+2,8% en g.a.), en particulier des tubercules et des plantains (+21,2% en g.a.) et ceux des matières grasses autres que les huiles (+49,3% en g.a.). A l'inverse, les services de transports (-5,6% g.a.) et les services liés à la communication (-13,8% en g.a.). Concernant le taux d'inflation mensuel, celui-ci s'établit en juillet à +1,8%.

MAURITANIE

La Banque mondiale approuve un don de 70 MUSD

[Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 31 juillet 2020 un don](#) de l'association internationale de développement (IDA) d'un montant de 70 M USD afin d'aider la Mauritanie face à la pandémie de COVID-19. Le financement servira à protéger les populations vulnérables, à soutenir la relance économique des PME et à améliorer la transparence de la dette. Cette aide facilitera l'accès aux équipements médicaux, l'accès aux produits alimentaires de base, et permettra de mettre en place un mécanisme de gouvernance pour le Fonds de lutte contre la COVID-19.

Un financement de 10 M USD accordé par l'ITFC en soutien contre la COVID-19

[La Société Internationale Islamique de Financement du Commerce \(ITFC\)](#) a accordé un financement de 10 M USD à la Mauritanie destiné à l'achat de médicaments et d'équipements. Ce financement « Murabaha » fait partie du plan d'assistance de l'ITFC dans le cadre de son initiative de réponse rapide contre la COVID-19 (RRI). Les équipements ciblés sont des ventilateurs ICU, des tenues et visières de protection, des gants chirurgicaux et des masques jetables. La Centrale d'Achat des Médicaments, Équipements et Consommables Médicaux (CAMEC) de la Mauritanie sera chargée de l'exécution des achats.

L'AFD accorde deux dons d'une valeur globale de 6 M EUR aux secteurs sociaux

[Le ministre de l'Economie a signé, le 5 août 2020, deux accords de financement](#) en vertu desquels l'Agence Française de Développement consent deux dons à la Mauritanie : le premier d'un montant de 5 M EUR et le second de 1 M EUR. Le premier accord devrait aider au développement de la santé de la mère et de l'enfant ainsi que de la santé reproductive, à travers notamment un appui aux capacités des sages-femmes, la création de banques de sang et la réhabilitation du centre de transfusion sanguine à Nouakchott. Le second accord permettra d'aider 100 000 familles pauvres dans le cadre du programme de transferts d'argent.

Les échanges commerciaux évalués à 1,1 Md EUR au premier trimestre

[Selon l'office national de la statistique \(ONS\)](#), les échanges commerciaux de la Mauritanie avec le reste du monde sont évalués à 49,5 Mds MRU (1,1 Md EUR) au terme du 1^{er} trimestre 2020. Ce montant représente un repli de 8,1 M par rapport au trimestre précédent, mais toutefois une hausse de 5,6% en glissement annuel (g.a). En g.a, les importations sont restées quasi stables en s'établissant à 25,3 Mds MRU (558,1 M EUR) à fin mars 2020, tandis que les exportations ont augmenté de 12,2% pour s'établir à 24,1 Mds MRU (531 M EUR). Cette évolution permet l'amélioration du déficit de la balance commerciale qui s'établit à 1,2 Mds MRU (28 M EUR) au premier trimestre 2020, contre 3,8 Mds MRU (84,7 M EUR). L'Europe demeure le principal fournisseur et client avec 49,4% des importations et 52,2% des exportations (dans l'ordre, Espagne, Suisse, France, Allemagne, Italie, Russie).

NIGER

Soutien de la Banque mondiale à hauteur de 350 M USD

A travers l'Association internationale de développement (IDA), la Banque mondiale a approuvé le 3 août 2020, [un prêt et un don d'un montant global de 100 M USD \(55,4 Mds FCFA\) destinés à renforcer les capacités des administrations locales et la gestion du secteur extractif au Niger](#). D'autre part, [la Banque mondiale a également octroyé un soutien budgétaire de 250 M USD](#) pour relancer l'économie du pays et stimuler sa croissance dans un contexte dominé par la crise sanitaire liée à la COVID-19.

Création du Fonap, un fonds dédié aux PME et PMI

Afin de favoriser l'essor des PME/PMI, le gouvernement a créé [le Fonds national d'appui aux petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries \(Fonap\)](#). Ce fonds a pour principaux objectifs la recherche et la mobilisation des ressources destinées au financement des PME/PMI, la facilitation de l'accès au crédit bancaire et le renforcement de leur capacité technique et managériale.

Le 3^{ème} pont de la capitale sera prêt le 10 décembre prochain

Le Premier ministre Brigi Rafini a effectué, le 22 août 2020, une visite sur le chantier de construction du 3^e pont de Niamey. L'ouvrage affiche un taux d'exécution de 78% malgré la consommation de 88% du délai contractuel. Pour cause, la pandémie de la COVID-19 a retardé la réception d'une commande de ciments et bloqué une partie du personnel de l'entreprise China Harbour Engineering Company (CHEC), en Chine. En ce qui concerne l'indemnisation des populations, l'entreprise a précisé que 1,7 Md EUR (1 115 Mds FCFA) sur 2,8 Mds EUR (1 879 Mds de FCFA) avait été réglé. [L'opérationnalisation du 3^{ème} pont est prévue le 10 décembre 2020](#). Pour rappel, la pose de la première pierre a été effectuée le 6 avril 2017 et les travaux ont débuté en décembre de la même année.

Malbaza cement ouvre une nouvelle carrière et Kao Ciment obtient son agrément à l'investissement

[La société nigérienne Malbaza cement compagny \(MCC\) envisage d'ouvrir et d'exploiter une nouvelle carrière permanente de calcaire, de sable et d'argile dans la localité de Malbaza, dans la région de Tahoua](#). Lancée en 2019, la société MCC enregistre une capacité de production nominale de 650 000 tonnes de ciment par an. Elle est dotée d'un capital social de 6,45 M EUR (4,3 Mds FCFA) et a pour vocation de couvrir 80% des besoins nationaux en ciment, ce qui devrait permettre au Niger de réduire ses importations en ciment. Par ailleurs, [la société nigérienne Kao Ciment, également basée à Tahoua, a reçu l'agrément lui permettant de bénéficier des avantages du régime conventionnel nigérien pour son activité de production de ciment](#). En contrepartie, la société au capital social de 4,5 M EUR (3 Mds FCFA) s'engage à investir 192 M EUR et créer 314 emplois permanents.

SENEGAL

Helios Towers signe un accord avec Free Sénégal pour l'acquisition de 1200 pylônes pour un montant de 160 M EUR

La [société d'infrastructures de télécommunications Helios Towers a signé un accord avec Free Sénégal](#) pour acquérir son portefeuille d'infrastructures pour un montant de 160 M EUR. Des investissements de 30 M EUR devraient être réalisés dans les cinq prochaines années pour le déploiement de 400 nouveaux sites de construction sur mesure. Helios Towers et Free Sénégal ont conclu un contrat de service de 15 ans pour la fourniture de services d'hébergement et d'énergie sur les sites acquis et les sites à construire à l'avenir.

SIERRA LEONE

Lancement d'un projet de 13,5 M USD pour aider les communautés touchées par Ebola

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) et le gouvernement de la Sierra Leone ont procédé le 13 août au lancement du Projet de fonds d'investissement social pour le relèvement post-Ebola](#) qui vise à soutenir 3 000 survivants et orphelins de la maladie à virus Ebola et d'autres secteurs vulnérables de la société dans le pays. Dans le cadre de ce projet, la BAfD a accordé une subvention de 13,5 M USD.

Adoption du budget supplémentaire de l'exercice 2020

Le 24 juillet 2020, [le Parlement de la Sierra Leone a approuvé le budget supplémentaire de l'exercice 2020](#) proposé par le gouvernement. Les principaux objectifs de ce budget supplémentaire sont : (i) mettre en œuvre le Plan de préparation et de réponse du secteur de la santé à la COVID-19 afin de renforcer les systèmes de santé ; (ii) mettre en œuvre les programmes de réponse économique à action rapide pour sauver les moyens de subsistance et (iii) poursuivre la mise en œuvre des priorités initiales du budget 2020, qui se poursuivront jusqu'en 2021 dans le cadre des efforts de relance dans la période post COVID-19. Ainsi, les dépenses totales et les prêts nets ont été révisés à la hausse (+1 200 Mds SLL ; 104 M EUR) pour atteindre 10 500 Mds SLL (909,6 M EUR). En outre, les recettes domestiques sont attendues en baisse, de 1 100 Mds SLL (95,3 M EUR) pour se situer à 5 400 Mds SLL (467,8 M EUR) tandis que les dons et les prêts concessionnels devraient augmenter de 1 190 Mds SLL (103,1 M EUR) se hisser à 2 960 Mds SLL (256,4 M EUR).

TOGO

Prorogation des mesures de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 15 septembre prochain

[L'Etat d'urgence sanitaire est prorogé jusqu'au 15 septembre 2020](#). Parmi les mesures toujours en vigueur, le port du masque de protection en public est obligatoire et la fréquentation des plages du littoral togolais est soumise à restrictions. Pour faire face à la progression du nombre de cas de COVID-19 dans la région Centrale, les autorités togolaises ont décidé, à compter du 25 août 2020 : (i) le bouclage des villes de Sokodé, Tchamba et Adjengré ; (ii) l'instauration d'un couvre-feu de 21h00 à 05h00 dans les préfectures de Tchaoudjo, Tchamba et Sotouboua.

Recrutement d'entreprises pour l'aménagement de 8 109 hectares de terres agricoles

[Le Togo a lancé une procédure visant à recruter des entreprises \(spécialisées\) pour aménager par dessouchage 8 109 hectares de terres agricoles dans ses cinq régions économiques](#). Dans les détails, l'offre qui comprend 5 lots, porte sur 750 hectares de terres agricoles dans les Savanes, 2 759 hectares dans la Kara, 2 000 hectares dans la Centrale, 1 900 hectares dans la région des Plateaux et 700 hectares dans la région Maritime. L'aménagement des terres devrait entrer dans la droite ligne de la décision du gouvernement de valoriser davantage le foncier. En effet, à ce jour, sur 3,4 M d'hectares de terres agricoles disponibles, seulement 45%, soit 1,53 M d'hectares, sont valorisés.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CPV	CIV	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020¹</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,8	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,6	-
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	775	3 564,7	2 238	750,9	1 103,8	808,8	690	867,9	1 688,9	562	1 456,8	536	709,1	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,9	+6,2	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,5	+5,3	+5,1	+5,3	+6,1	+3,1
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+24,4	-0,6	+2,3	-2,5	+1	14,8	0,7	-0,3	8,4
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-2,7	-1,9	-2,3	-2,6	-0,5	-5,1	-6,3	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,8	-1,2	-2,3	-4,3
<i>Dettes publiques (%PIB) 2019</i>	41,2	40,0	123,0	37,8	82,5	34,2	70,6	51,1	40,4	61	42	64,1	69,4	70,9	44,5	50,1
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers² (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,4	-0,2	-2,7	-5,4	-13,7	-10,2	-22,5	-4,2	-10,6	-13,2	-7,7	-13,7	-4,2	-5,3	-4
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8	-	3,8	4,8	-	2,4	-	5,3	-	-	3,5	-	5,5	5,9
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Risque Pays⁶</i>	B	D	C	B	-	D	-	D	D	C	C	A4	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ ONU

² Trade Map-2019

³ PNUD – Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE – La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

⁶ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque